

## Espoirs lourdement déçus : triste bilan 2012 pour l'Afrique

Ce continent si bien doté en ressources naturelles continue d'être le théâtre de rivalités géoéconomiques entre grandes puissances et de conflits ethniques et religieux.

Avec Alexandre Del Valle

L'année 2012 avait semblé bien commencer, pour le continent africain. Sur le plan économique, le rapport de la Banque mondiale « Africa's Pulse » annonçait la reprise des exportations africaines et une croissance à deux chiffres pour nombre de pays. Et sur le plan politique, la Tunisie, l'Egypte, la Libye, le Sénégal et la Côte d'Ivoire venaient de se débarrasser de leurs dirigeants ou dictateurs vaincus par les révolutions ou urnes. Parallèlement, l'Afrique commençait à s'émanciper de la tutelle occidentale en renforçant sa coopération sud-sud (Angola-Brésil, par exemple ; liens croissants avec l'Inde et la Chine, etc). Signe qui ne trompe pas, le 28 janvier 2012, Jia Qinglin, le président du Comité national de la Conférence consultative politique du Peuple chinois (CPPC, organe consultatif suprême en Chine), inaugure en personne le 18e Sommet de l'Union africaine (UA) et visita l'Ethiopie, signe de la motivation de la Chine à jouer un rôle accru en Afrique. Autre signe d'espoir, la Somalie s'est dotée d'un nouveau président, l'universitaire Hassan Sheikh Mohamoud, décidé à tourner la page de la longue guerre civile avec l'aide de la Mission africaine de l'Union africaine en Somalie (AMISOM, créée 19 janvier 2007 par le Conseil pour la paix et la sécurité de l'UA). Mais le Somaliland n'est pas encore pacifié et les islamoterroristes n'ont pas encore dit leur dernier mot...

Du côté du le Soudan - et donc du fraîchement né Soudan du Sud (dernier Etat admis à l'ONU), l'année 2012 a été marquée par la réactivation de la guerre, déjà ancienne, entre le Nord, islamiste-arabe, et le sud, noir-chrétien-animiste. Le 17 avril, le président-dictateur Omar al-Béchir, coupable du génocide de 300 000 darfouris noirs-musulmans et de deux millions de chrétiens-animistes du Sud, condamné par la Cour Pénale internationale, continue de faire bombarder impunément le Darfour, le Centre et le Sud Soudan. Il n'a pas supporté l'autonomisation du Sud, riche en pétrole, et il empêche toujours le sud d'acheminer et donc de vendre son pétrole via les tubes du Nord-Soudan, refusant que le Sud et ses alliés contrôlent la région de Heglig, riche en hydrocarbures. En 2012, ce conflit a coûté la vie à mille personnes, surtout côté animiste-chrétien sudiste...

Côté libyen, à l'euphorie interventionniste qui accompagna la chute du dictateur Muàmmar Kadhafi - délogé par le tandem franco-britannique (qui voulait prendre la place des entreprises italiennes en Libye) et leurs alliés islamistes jihadistes - a rapidement succédé la peur et l'effroi, lorsque des groupes islamistes proches d'Al-Qaïda ont semé la terreur : pogroms contre les noirs, les laïques et autres « ennemis de l'islam » ; assassinat, le 11 septembre, de l'ambassadeur américain en Libye, Christopher Stevens, tué lors de l'attaque à la roquette du consulat américain à Benghazi, revendiquée lancée par des salafistes...

En RDC, en avril 2012, le gouvernement de la RDC est rentré en guerre avec la rébellion du Mouvement du 23 mars (M23) du Nord-Kivu, riche en ressources naturelles. Ces affrontements ont provoqué le chaos dans l'est de la RDC qui a provoqué le déplacement de 500 000 personnes et qui en a forcé 75000 autres à trouver refuge au Rwanda et en Ouganda. Le gouvernement rd-congolais accuse le Rwanda de soutenir les rebelles du M23. Les chefs d'Etat des pays membres de la Conférence internationale sur la région des Grands-Lacs (CIRGL) se sont réunis pour trouver une solution, mais les négociations, commencées dans la capitale ougandaise, Kampala, le 9 décembre, qui devaient s'achever le 18 décembre, ont été prolongées, faute de solution.

En Centrafrique, les choses ne vont guère mieux : fin décembre 2011, la coalition rebelle Seleka a pris les armes contre le gouvernement. Les rebelles ont conquis les villes stratégiques (Bria, Bambari, Kaga Bandoro et Sibut) et avancent vers Bangui, la capitale. Le 29 décembre, le président centrafricain François Bozizé a décrété un couvre-feu sur l'ensemble du territoire. Ce pays fragile et très « mal situé » (sud soudan à l'Est, et Tchad à l'Ouest) craint depuis des années de subir un sort similaire à ses voisins...

Mais la palme du chaos géopolitique africain est revenue au Mali : le 21 mars 2012, des militaires mécontents de leurs conditions de vie ont perpétré un coup d'Etat, attaquant les troupes loyales de l'ex-chef de l'Etat Amadou Toumani Touré. Ceci a indirectement préparé le terrain aux groupes salafistes terroristes (Al-Qaïda au Maghreb islamique-AQMI, Ansar-al-Dine ; Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest-MUJAO) qui ont conquis le nord du Mali. Certes, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté, le 20 décembre, une résolution autorisant le déploiement d'une force internationale au Mali, (Mission internationale de soutien au Mali), ce qui démontre la détermination des Africains à régler eux-mêmes leurs conflits, notamment via l'UA et la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Toutefois, bien que se défendant de toute ingérence, cette crise a une fois de plus donné à la France une occasion de s'immiscer dans les affaires africaines. Il est vrai que ni France, ni les Etats-Unis, ni les pays de la région, ne peuvent se permettre de laisser prospérer un foyer pro-Al-Qaïda de plus de 500 terroristes surarmés qui menacent aux frontières de l'Algérie, du Mali, du Niger et de la Mauritanie et qui inquiètent le Maroc.

---

Héritage du « printemps arabe », le recrutement de combattants a été facilité par la chute de Khadhafi (qui combattait Al-Qaïda), ce qui permit aux mouvements rebelles et terroristes sahéliens de récupérer une partie de l'arsenal militaire libyen. Et ces groupes ne comptent pas se satisfaire du Mali, leur but étant l'établissement de la charia dans toute l'Afrique subsaharienne-sahélienne. Le Mali est pour eux une « base arrière » pour les actions terroristes mais aussi pour les lucratives prises d'otages – notamment occidentaux - enlevés au Sahel, et dont les montants des rançons sont impressionnants : les Espagnols ont versé 8 à 15 millions d'euros pour la libération de leurs ressortissants, l'Italie 3,5 millions, l'Autriche entre 1,5 et 3 millions... A ces recettes du rapt s'ajoute celles des trafics d'armes, de drogue, d'essence, de cigarettes, etc, qui empruntent les mêmes routes que l'immigration clandestine, vers le Maghreb, Gibraltar, etc. En fait, les groupes islamoterroristes sahélo-sahariens, escomptent, à partir de la zone stratégique du Nord du Mali, répandre le chaos partout dans la région, notamment au Nigeria - avec la secte Boko Haram, qui a lancé un jihad contre les Chrétiens vivant dans les 11 États où la charia est déjà en vigueur -, mais aussi au Tchad, en Mauritanie, ou au Sahara occidental, où ils sont liés à des groupes rebelles du désert.

Du côté de la Corne de l'Afrique (Somalie, Soudan, Erythrée, etc), Al-Qaïda compte sur un autre abcès de fixation : le Yémen, fief des grands-parents de Ben Laden, puis sur d'autres foyers salafistes arabes (Egypte, Syrie, Gaza, etc), le but commun à tous les Salafistes, du Mali au Yémen en passant par la Tunisie, étant de « rétablir » un Califat universel réunissant la « Oumma » et à partir duquel commencerait la « troisième conquête » islamique (après les conquêtes arabes du VII-VIII ème siècles et celles des Turcs des XIII et XVème siècles...